

Tchad : Programme Gestion des Eaux de Ruissellement (GERTS)

Objectif : Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des régions concernées par le Programme (à savoir Batha, Ennedi Est, Ennedi Ouest et Wadi Fara)

Les enjeux

Les régions sahéniennes du Tchad sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire due, entre autres, à une production agropastorale précaire, liée à la variabilité de la pluviométrie et à l'insuffisance d'infrastructures d'irrigation de base, à des chocs climatiques et environnementaux récurrents et à la fragilisation de l'environnement en raison de la désertification et de la déforestation. En particulier, l'érosion dans les bas-fonds, avec la disparition des épandages de crues, représente une perte énorme en eau et en terre fertile. Par conséquent, les déficits alimentaires sont fréquents durant les années à faible pluviométrie.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse au Tchad a désigné le domaine « Agriculture et sécurité alimentaire » (A&SA) comme prioritaire. Dans la zone sahélo-saharienne, les régions prioritaires de la DDC sont l'Ennedi, le Wadi-Fira et le Batha. À travers le Programme « GERTS », la DDC contribue à l'amélioration de la production agropastorale des zones sahéniennes grâce à la construction de seuils d'épandage. Grâce aux résultats obtenus, l'AFD s'est joint à la DDC pour cofinancer la phase III du programme.

L'approche

Le Programme vise d'une part à améliorer la produc-



Intitulé du projet	Programme Gestion des Eaux de Ruissellement dans le Tchad Sahélien (GERTS)
Commettant / Client	Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et Agence Française de Développement (AFD)
Organisme d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zone du projet	Tchad
Organisme de tutelle	Ministère de la Production, de l'Irrigation et Equipements Agricoles
Durée globale	01/08/2012 - 30/11/2022
Enveloppe financière	25 000 000 euros

tion agro-pastorale et les revenus des populations, et d'autre part à promouvoir une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment des eaux et des sols. Afin d'atteindre les objectifs, le programme recourt à une approche intégrée des activités techniques et socio-économiques en collaboration avec des partenaires publics (ONG locales, autorités locales, Groupements de Gestion des ouvrages, Groupements d'intérêt Economique, etc.) et privés (Bureaux d'études, entreprises de construction, etc.) aux niveaux micro, méso et macro.



Photo de gauche : Un seuil dans son rôle de réduction de la vitesse d'écoulement et d'infiltration d'eau dans une vallée © GIZ, Equipe GERTS

Photo de droite : Construction des cordons pierreux, méthode efficace pour l'aménagement de bas-fond © GIZ, Equipe GERTS



Cletus Degboevi
 Chef d'équipe
cletus.degboevi@giz.de

Photo de gauche : Animaux s'abreuvent dans la vallée d'Ouaragala © GIZ, Equipe GERTS

Photo de droite : Récolte de tomates dans la vallée de Baibor © GIZ, Equipe GERTS

Au niveau macro, l'appui aux ministères concernés par les aménagements hydrauliques en milieu rural permet d'intégrer l'approche des seuils dans leurs programmes de développement. Au niveau méso, le Programme offre un soutien aux Groupements de Gestion des Ouvrages ainsi qu'aux structures privées afin d'assurer un travail de qualité en phase de conception, construction et suivi des seuils d'épandage. Au niveau micro, le Programme s'investit dans l'appui aux paysans afin que ceux-ci aient accès à l'eau et acquièrent du savoir-faire en matière de bonnes pratiques agricoles et pastorales, ce qui leur permettra d'assurer une meilleure sécurité alimentaire à leurs familles et communautés.

L'aspect technique est marqué par la construction de seuils d'épandage constitués de maçonnerie de moellons permettant de retenir et de conserver des apports en eau après les pluies, certes rares, mais fortes. Ainsi, les réserves d'eaux souterraines sont régénérées.

L'aspect socio-économique se définit par le développement de l'organisation communautaire en vue de la participation des acteurs locaux clés aux diverses actions menées par le projet, permettant ainsi une appropriation et une pérennisation des acquis à la fin du programme.

Les résultats en chiffres et en faits

Au cours de la phase II du Programme (jusqu'à novembre 2018), 11 vallées ont été aménagées avec un total de 64 seuils d'épandage construits. La remontée des nappes phréatiques est réelle, ce qui rend l'eau disponible pendant plusieurs mois dans les puits traditionnels et pastoraux. Par conséquent, le fourrage a également augmenté car l'herbe est disponible toute l'année ou en partie suivant les régions. Ce changement permet un meilleur pâturage du bétail qui connaît une

durée d'abreuvement plus importante. Une étude menée dans 4 vallées de la région du Wadi Fira a montré que le nombre de personnes pratiquant le maraîchage a augmenté de 18,3 % (plus spécifiquement de 40 % si l'on considère seulement les femmes) et que 63 % des périmètres cultivés sont exploités par les femmes et les ménages défavorisés. Les résultats de l'enquête socio-économique menée par l'ANADER dans 8 vallées aménagées montrent que la moyenne d'écart global des rendements est de plus de 100 % pour une culture pluviale (mil pénicillaires) et de 23 % pour les cultures maraichères (contre une valeur cible de 25 %). Toutefois, les rendements de la roquette, de l'oignon et de l'ail, principales cultures de la zone d'intervention du Programme, dépassent ladite cible. Les résultats de l'enquête susmentionnée attestent que 25 % des femmes et ménages défavorisés ont augmenté leurs revenus issus de leurs activités maraichères de 13,71 %.

Par ailleurs, les efforts mis dans la sensibilisation et la formation de la population et des autorités locales portent leurs fruits. Des conventions locales ainsi que des schémas d'aménagement des bassins versants ont été élaborés par les communautés et validés par les autorités compétentes. Les Groupements de Gestion des Ouvrages disposent des textes de base, tiennent des réunions et appliquent un système de cotisation pour l'entretien et l'amortissement des ouvrages, lesquels sont tous en bon état. Au niveau national, 6 bureaux d'études tchadiens sont désormais capables de concevoir des seuils et de suivre les travaux de construction sur les chantiers.

Publié par Deutsche Gesellschaft für
 Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
 Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
 65760 Eschborn
 Allemagne
 T : +49 (0)6196 79-1175
 F : +49 (0)6196 79-1115
 Auteur Emilie Bilheran
 Mise en page GIZ
 Situation 09/2019
 Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec Ministère de la Production, de l'Irrigation et
 Equipements Agricoles
 Mandaté par Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) et Agence Française de
 Développement (AFD)